



INFO-TURK INFO-TURK INFO-TURK

bulletin mensuel ◦ monthly bulletin ◦ maandelijks bulletin

104

9EME ANNEE • EDITE PAR LE COLLECTIF TURC D'EDITION
ET DE DIFFUSION • INFO-TURK - RUE DES EBURONS 31 -
1040 BRUXELLES • TEL: (32-2) 230 34 72 • ABONNEMENT
ANNUEL: 500 FB • CCP 000-1168701-45 • ISSN 077 - 9664



LA PISTE DES LOUPS GRIS EN EUROPE

- Jusqu'ici le procès de Rome met bien plus en évidence la "Piste des Loups gris" que la "Filière bulgare"
- Comment les activistes néo-fascistes turcs se sont-ils organisés en Europe?
- Les tentatives du gouvernement militaire d'encadrer les organisations de droite turques
- En Belgique, une fondation islamique turque regroupant les Loups gris ainsi que des militants turcs des syndicats chrétiens
- Depuis que leur chef est en liberté, les Loups gris montrent de nouveau les dents...

"L'attentat contre le Pape est lié au troisième secret de Fatima. Au nom de Dieu tout-puissant, j'annonce la fin du monde. Je suis le Christ réincarné. Le monde entier sera détruit au cours de cette génération..." (le 27 mai 1985).

"J'étais un idéologue plutôt qu'un terroriste. Je faisais des plans, des projets contre le système, mais je n'ai jamais tué personne..." (le 5 juin 1985).

"L'ordre de tuer le Pape est parti de l'ambassade soviétique à Sofia. Nous, les 'Loups gris', nous avons agi avec la complicité déterminante de trois fonctionnaires bulgares à Rome. Pour l'attentat, l'ambassade soviétique a payé trois millions de marks à travers Bekir Celenk..." (le 11 juin 1985).

C'est en prononçant ces paroles délirantes que Mehmet Ali Agca a donné le coup d'envoi au procès sur la "filière bulgare" qui se déroule actuellement à Rome. Ces "réincarnations" du terroriste turc dans une sorte de bunker construit expressément pour le procès des brigadistes rouges ont plongé les observateurs dans une profonde perplexité quant à l'état psychique de ce "Loup gris", le principal témoin à charge contre le ressortissant bulgare Serghei Antonov et ses deux compatriotes.

Comme l'écrivait le quotidien belge *Le Soir* du 28 mai 1985, "Comment faire confiance à ce personnage peu recommandable, prolix de confessions, de confusions et de revirements? Et même, maintenant, de déclarations dignes d'un fou de village?"

Il est évident qu'après les déclarations d'Agca la piste bulgare est en sérieux danger... Par contre, les interrogatoires d'Agca ainsi que ceux d'Omer Bagci, un autre inculpé du procès, mettent en évidence beaucoup plus la "piste des Loups gris" que la "filière bulgare".

Aussitôt après l'attentat contre le Pape, le BULLETIN INFO-TURK, dans son numéro de mai 1981, attirait l'attention sur la piste des Loups gris:

"L'un des assassins les plus féroces du mouvement fasciste qui a amené le coup d'Etat du 12 septembre 1980 en Turquie, Mehmet Ali Ağca, a tiré sur le Pape, le chef spirituel du monde catholique. Cet événement tragique fait apparaître une fois de plus et de manière irréfutable l'ampleur et les connexions internationales du mouvement fasciste turc, qui, en assassinant plus de cinq mille personnes en cinq ans en Turquie, a provoqué l'installation d'un régime dictatorial.

"Les complicités du Parti d'action nationaliste (MHP) et des Loups Gris ne sont pas limitées à la Turquie, mais ont des ramifications dans plusieurs pays d'Europe, notamment parmi les organisations néonazies de République fédérale allemande. Le leader du MHP, Türkeş a eu des relations étroites avec Adolf Von Thadden, chef du NPD, et Franz-Josef Strauss, leader du CSU. De plus, toutes les activités des Loups gris en Europe ont bénéficié de la protection des organisations néofascistes locales. Mehmet Ali Ağca n'est qu'un des nombreux assassins fascistes turcs ayant trouvé refuge et abri en RFA. Il s'est évadé de prison et a été condamné à mort en Turquie. Un mandat d'arrêt international a été lancé contre lui par l'intermédiaire d'Interpol. Pourtant, aucun effort sérieux n'est fait pour arrêter cet assassin féroce et le renvoyer en Turquie. Il a pu se promener d'un pays à un autre et, grâce à cette tolérance, il a eu l'occasion de réaliser l'un des plus grands attentats de l'histoire contemporaine."

Dans le même numéro, nous avons donné plusieurs preuves des relations et de la complicité entre les Loups gris et le mouvement néofasciste allemand.

Cependant, certains médias en Occident ont lancé la thèse de la Filière Bulgare:

4 ou 5 jours après l'attentat, le *Giorale Nuovo* présente l'attentat comme étant un complot soviétiques.

Le 4 septembre 1981 la chaîne britannique Thames Télévision parle de la "filière Bulgare".

Le 5 septembre 1981 la chaîne de télévision britannique ITV soutient que l'attentat a été tramé par les services secrets bulgares et soviétiques.

En septembre 1982 le *Reader's Digest* publie un article de Claire Sterling faisant état de la "Filière bulgare."

Alors qu'entre le 13 mai 1981 et le 2 mai 1982 il n'y avait pas le moindre élément sur le plan judiciaire concernant une éventuelle piste bulgare et que le 22 juillet 1981 Ağca était condamné à la Prison à vie pour avoir agi seul, le juge d'Instruction *Martella* a lancé une nouvelle enquête fin 1982 suite aux affirmations d'Ağca sur la piste bulgare."

Ces affirmations et les accusations lancées par le juge d'instruction ont été refutées par plusieurs juristes et récemment par l'avocat belge Jules Chômé qui a tenu une conférence de presse à ce sujet, le 29 mai à Bruxelles. Maintenant la parole est au Jury de la Cour d'Assises de Rome.

En attendant le jugement et sans vouloir entrer dans des polémiques, nous voudrions attirer l'attention sur l'état actuel du mouvement d'extrême-droite turc en Europe.

LA PISTE DES LOUPS GRIS

Depuis le début des années 70, les "Loups gris", activistes du parti néofasciste de l'ex-colonel Türkeş, le Parti d'action nationaliste (MHP), s'étaient organisés dans tous les pays européens accueillant des travailleurs immigrés turcs. Ils avaient d'abord constitué les sections locales du MHP, mais du fait qu'à l'époque le Code des partis politiques interdisait aux partis de s'organiser à l'étranger, la Cour constitutionnelle de Turquie avait mis en garde le MHP, en l'avertissant

qu'il serait définitivement interdit s'il ne supprimait pas ses sections à l'étranger.

Sur ce, à partir de 1977, les Loups gris ont dissout les sections du MHP et se sont organisés dans des associations parallèles telles que le "Foyer de l'Idéal" (Ulku Ocağı) ou "l'Association culturelle turque" (Türk Kültür Derneği).

A la suite de plusieurs visites de leur chef Türkeş dans les pays européens, toutes ces associations de Loups gris se sont regroupées sous la direction de la TURK-FEDERASYON, qui a son siège à Francfort (RFA).

Il y a cinq ans et demi déjà, l'organe de presse du syndicat allemand des ouvriers métallurgistes (IG Metall) avait publié un rapport d'ensemble sur l'organisation, la stratégie et les tactiques des Loups gris en RFA (*Metall*, No 2, du 23 janvier 1980).

Sous le titre "Les Loups gris appellent à la guerre sainte", l'article, partant du fait qu'un membre turc de IG Metall, Celalettin Kesim, avait été assassiné le 5 janvier 1980 par des agresseurs d'extrême-droite à Berlin-Ouest, attirait l'attention sur d'autres incidents sanglants provoqués et perpétrés par les "Loups gris" en Allemagne.

Selon *Metall*, toutes les activités des fascistes turcs en Allemagne étaient dirigées par la Türk-Federasyon. Son président Serdan Celebi, qui est actuellement au procès de Rome, était membre du parti néofasciste turc. Les moyens financiers de cette organisation étaient fournis par des trafiquants de drogue et par des propriétaires de "night clubs".

Un mois plus tôt déjà, le Bulletin Info-Türk avait signalé que le 27 novembre 1979, les "loups gris" avaient blessé deux ouvriers progressistes qui refusaient d'accepter les tracts qu'ils distribuèrent à Francfort:

"A la suite de cet incident, la police allemande effectua une perquisition au siège des Loups gris, la Türk Federasyon, et arrêta le président de leur association locale et un autre suspect.

"D'autre part, certains indices permettent de supposer que depuis qu'il s'est évadé en Turquie, le terroriste Mehmet Ali Ağca exerce son activité parmi les Loups gris en Europe.

"Récemment, le 15 décembre 1979, au cours d'un incident entre des étudiants turcs de gauche et de droite à Paris, des tireurs ouvrirent le feu sur les étudiants de gauche qui se trouvaient dans un café, en blessant cinq ainsi que trois serveurs français. Des rumeurs circulent selon lesquelles cette embuscade aurait été combinée et dirigée par Ağca, mais ceci n'a pas encore été confirmé par les autorités de police." (*Bulletin Info-Türk*, No.38, décembre 1979).

A cet époque, les activités des Loups gris en Belgique étaient dirigées par un groupe installé à Namur. Ayant des rapports très étroits avec des officiers de renseignement turcs en mission à l'OTAN à Casteau, près de Mons, et avec certains éléments fascistes du Consulat de Turquie à Bruxelles, ce groupe avait lancé ses activités à Bruxelles dès le mois d'avril 1978. Un certain Hasan Bilge de Namur avait organisé une première réunion d'organisation le samedi 8 avril 1978, dans une salle de cinéma à Schaerbeek, avec la participation de Loups gris venus d'autres pays. A l'issue de cette réunion, une association fut fondée portant le nom de "Association de Culture turque de Bruxelles - Foyer de l'Idéal" (Büyük Ulku Derneği-Türk Ocağı). En exploitant les sentiments religieux des travailleurs turcs provenant d'un pays à majorité musulmane, les Loups gris développaient parallèlement leurs activités sous forme d'associations de Culture islamique. En effet, environ 500 personnes étaient affiliées à l'Association de la Culture islamique de Bruxelles (Brüksel

Islam Kültür Cemiyeti) fondée par Hasan Bilge et ses amis. Cette association avait acheté un immeuble d'une valeur d'un million et demi situé au 80-82, chaussée de Haecht à Bruxelles. Ceci pour le transformer en mosquée.

Le contact avec le MHP en Turquie était assuré par un certain İhsan Merdanoğlu qui faisait tous les trois mois le voyage de Turquie avec un convoi de quatre voitures. Ces voitures servaient à ramener du matériel de propagande fasciste.

En liaison avec cette association de Bruxelles, des associations de "Culture islamique" s'étaient constituées dans d'autres villes belges. Ces associations étaient soutenues par le Centre culturel islamique fondé avec l'appui de 21 pays musulmans. En effet, après la reconnaissance officielle de l'islam par la Belgique en 1975 un comité composé des ambassadeurs de 21 pays musulmans avait loué un édifice de style oriental situé à Bruxelles, au Cinquantenaire, avec un bail de 99 ans, qui fut transformé, en mosquée et en Centre culturel islamique. La cérémonie d'inauguration en 1978 se déroula en présence du Roi d'Arabie Saoudite et du Roi de Belgique, ainsi que de l'ambassadeur turc en Belgique.

Sur le plan religieux, une activité non moins importante des fascistes turcs en Belgique était la multiplication des cours de Coran. En effet, sous prétexte de leur enseigner le Coran, des enfants immigrés turcs âgés de moins de 12 ans étaient obligés de suivre ces cours soit après les heures d'école normales soit pendant les week-end.

Le *Bulletin Info-Türk* faisait état dans son numéro de mai 1979 d'une série d'actes agressifs des Loups gris visant les travailleurs progressistes. Selon le quotidien *Milliyet* du 8 décembre 1978, un responsable de la police (BSR) avait déclaré qu'il savait que les activités de l'extrême-droite turque en Belgique s'étaient multipliées et que dans la mesure où ces activités étaient néfastes aussi bien pour la communauté turque que belge, les mesures nécessaires devaient être prises.

Selon ce même journal, les responsables des travailleurs turcs déclaraient "qu'ils ne font pas confiance aux autorités turques et que les demandes écrites aux autorités circulaient sous forme de photocopies dans les cafés." Et d'ajouter: "nous ne pouvons nous plaindre par écrit auprès des autorités car notre sécurité et notre vie sont en danger."

Déjà en 1979, les associations des Loups gris en Belgique étaient affiliées à Türk-Federasyon à Francfort. De plus, leur nouveau chef, Salahattin Saygın, a été élu au Conseil d'administration de cette fédération.

NOUVEL ENCADREMENT DES ASSOCIATIONS DE DROITE

Après le coup d'état militaire de 1980, suite à la dissolution de leur parti néo-fasciste et à l'arrestation de leurs chefs en Turquie, les Loups gris établis en Europe ont réduit leurs activités publiques et ont voulu à passer cette période sans avoir d'ennuis.

Quant aux militaires au pouvoir, compte tenu du fait que tous les objectifs politiques du parti néo-fasciste étaient identiques à ceux du Conseil national de Sécurité (MGK), ils ont donné ordre aux missions diplomatiques turques à l'étranger de regrouper toutes les associations immigrées pro-gouvernementales au sein d'une seule fédération pour chaque pays. Il faut noter qu'à côté des associations des Loups gris, des milliers de travailleurs turcs croyants s'étaient organisés dans le cadre d'initiatives visant à construire des mosquées et à assurer le rapatriement des corps des défunts. En 1982, le nombre de ces associations atteignait une soixantaine dans toute la Belgique.

Sur ordre du gouvernement militaire, l'Ambassade de Turquie en Belgique a imposé aux dirigeants des associations reconnues par elle, l'idée de constituer une fédération à l'échelle nationale. Tout d'abord, les dirigeants de plusieurs associations ont été convoqués au Consulat général de Turquie à Bruxelles en mars 1982. Ensuite, le délégué social de l'Ambassade de Turquie, Ahmet Ersoy, trois délégués religieux et deux enseignants de langue et de culture turques, tous mandatés par l'Ambassade, ont organisé un congrès de constitution le 30 mai 1982 à Bruxelles. Dans cette perspective, ils ont fait appel à toutes les associations reconnues par l'Ambassade. Malgré le fait que les quotidiens turcs en vente en Belgique avaient fait beaucoup de publicité autour du congrès de constitution, ce congrès n'a pourtant pas abouti à la création d'une fédération à cause des divergences qui régnaient dans les milieux religieux.

Après l'échec de cette première tentative en vue de la création d'une fédération, une deuxième tentative a été faite à la Louvière, en avril 1983, par un autre délégué aux affaires sociales de l'Ambassade de Turquie, Osman Kurt, qui est également président de l'Association culturelle et d'aide des travailleurs turcs à La Louvière. Mais cette fois, il s'agissait d'une initiative régionale qui ne regroupait initialement que quatre associations de la région du Hainaut, alors que sa dénomination était "Fédération des associations des travailleurs turcs en Belgique."

Dans le même temps, une deuxième fédération a été constituée par les associations religieuses établies à Anvers sous l'appellation de "Fédération des associations culturelles islamiques turques en Belgique."

Qui plus est, à ces deux fédérations s'en est ajoutée une nouvelle, début avril 1984, celle regroupant les associations des Loups gris: La fédération des Associations turco-islamiques dont les ramifications s'étendent à Anvers, Gand, Bruxelles, Liège et dans la province du Limbourg (Heusden, Zolder, Beringen, Eisdien).

Le président du comité de constitution, Salahattin Saygın, qui est également membre du Conseil d'administration de la Türk-Federasyon à Francfort, a été élu à l'unanimité président de la nouvelle fédération.

Il paraît que malgré le fait que l'objectif principal de chacune de ces trois fédérations est de promouvoir le chauvinisme turc et les traditions islamiques au détriment de l'intégration des travailleurs turcs dans la société d'accueil, la méfiance réciproque entre les Loups gris et les intégristes d'une part et l'attachement des Loups gris à leur chef, Alparslan Türkeş, plus qu'aux dirigeants actuels de la Turquie, d'autres part, aient fait avorter la tentative de constituer une fédération unique.

Aussi l'Ambassadeur turc Faik Melek ne cacha pas sa déception dans l'interview qu'il accorda au *Hürriyet* du 21.4.1984: "Je voudrais dire avec regret qu'en dépit de nos efforts, l'union n'a pas encore pu être réalisée jusqu'ici. C'est regrettable."

FONDATION ISLAMIQUE TURQUE

Pourtant, déjà en 1982, le gouvernement militaire turc avait lancé une autre initiative visant à s'assurer le contrôle tout au moins des activités religieuses des associations de droite. Le 29 décembre 1982 les journaux turcs ont annoncé la mise sur pied de "La fondation turque des affaires religieuses islamique" (Türk İslam Diyanet Vakfı) en Belgique.

Parmi les fondateurs de cette fondation qui regroupent 23 mosquées turques en Belgique figuraient aussi le Président du Département des affaires religieuses de la République de Turquie Tayyar Altıkulaç,

les conseillers religieux des ambassades turques de Bonn, La Haye, Berlin, ainsi que les délégués aux affaires religieuses de l'Ambassade de Turquie à Bruxelles. Au cours de la première réunion de la Fondation, l'ambassadeur de Turquie à Bruxelles Faik Melek a été nommé président d'honneur, tandis que le Conseiller religieux auprès de cette ambassade, Abdülbaki Keskin, était élu président.

Cette fondation a fait construire un centre religieux au Boulevard Général Jacques 38 -1050 Bruxelles, qui lui a coûté 18 millions FB.

L'inauguration de ce centre s'est déroulée le 11 mai 1985 en présence du Ministre d'Etat turc Kazım Oksay, du Président du Département des Affaires religieuses de la République turque Tayyar Altıkulaç, de l'Ambassadeur turc Faik Melek ainsi que des dirigeants de trois fédérations de droite dont Salahattin Saygın, chef des Loups gris en Belgique.

Au cours de la cérémonie, le ministre d'Etat Oksay a déclaré "Au cœur de l'Europe, au sein d'une des plus importantes communautés chrétiennes du monde, vous menez des activités en vue de promouvoir nos valeurs. Toutes les autres idées sont inférieures par rapport aux nôtres et elles sont condamnées à disparaître dans l'avenir alors que l'Islam vivra éternellement." (*Tercüman*, 13.5.1985)

Par la même occasion, les dirigeants de la Fondation ont procédé, le même jour, à l'inauguration de nouvelles mosquées turques à Heusden, Zolder, Waterschei et Winterslag.

Ce qui est étonnant, c'est que juste après l'inauguration du centre de la Fondation islamique turque, l'Association de Solidarité avec les Travailleurs turcs à La Louvière (TIDD), dirigée par des militants de la CSC, a décidé elle aussi d'adhérer à cette fondation pro-gouvernementale. D'après le *Hürriyet* du 8 juin

1985, au congrès de cette association qui aboutit à la décision d'adhésion, assistaient le Consul turc Selçuk Incesi et le Conseiller religieux de l'Ambassade de Turquie Rıza Selimbazoğlu. La plupart des dirigeants de cette association figurent également parmi les fondateurs ou permanents de Türk-Danis, une association mise sur pied par les Syndicats Chrétiens (CSC).

Ainsi, l'Ambassade de Turquie a réussi à compenser l'échec de sa tentative de créer une fédération unique, en regroupant toutes les associations de droite ainsi que les militants de la CSC au sein de la Fondation islamique.

Quant aux Loups Gris qui ont eux aussi adhéré à la Fondation islamique, après la mise en liberté de leur chef Türkes en Turquie, ils ont remontré les dents. Ils ont tenu le Congrès de la Türk-Federasyon le 18 mai, à Castrop-Rauxel (RFA), c'est-à-dire à la veille de l'ouverture du procès de Rome. A cette occasion, ils ont adopté une résolution de soutien à leur ancien président Serdar Celebi, l'un des prévenus de ce procès. Le Congrès a réélu au poste de président Ali Batman, alors que Salahattin Saygın, chef des Loups gris en Belgique, était réélu au Conseil d'administration.

Ensuite, les Loups gris ont franchi une nouvelle étape lors de l'ouverture du procès de Rome: une cinquantaine de membres de la Türk-Federasyon ont pu s'introduire dans la salle en scandant des slogans en faveur de leur ancien président.

Les Loups gris avaient déjà prouvé leur force d'une façon, le 7 janvier dernier à Hannover, en blessant grièvement un militant turc du syndicat allemand IG Metall, Zeki Sonracı, qui avait refusé d'accepter un tract publié par la Türk-Federasyon.

Le moment est donc venu pour l'opinion européenne de se montrer aussi attentive à la Piste des Loups gris qu'à la "Filière bulgare"...

CONCURRENCE ENTRE HOMMES D'AFFAIRES ET TENANCIERES

Chaque année les grands noms du monde des affaires turcs s'efforcent de décrocher le titre de magnat le plus taxé. Certes, personne n'est à ce point crédule de croire que le montant qui figure sur la feuille d'impôt soit le reflet fidèle du volume des profits réalisés sur une année, il n'empêche que le fait de figurer en tête de liste des revenus imposables inspire aux grands hommes d'affaires une réelle satisfaction. Parmi ces personnalités l'on rencontre aussi des "stars" du "show business" turc.

Pourtant cette compétition aura rarement soulevé autant de passions que cette année-ci, qui fut marquée par un combat de géants entre la "crème" du monde des affaires et Sümbül, la célèbre tenancière de maisons closes, qui se déclare heureuse de contribuer ainsi à la prospérité de son pays.

Celle-ci, après avoir payé la première tranche des 93,7 millions LT dus au titre d'impôts sur le revenu pour 1984, prétendit même qu'elle était parvenu à se hisser au niveau de certains grands hommes d'affaires de Turquie, faisant ainsi allusion à Sakıp Sabancı, classé troisième sur la liste des plus gros contribuables avec quelque 452 millions payés cette année-ci.

Sabancı, quant à lui, s'est montré très élogieux à l'égard de Sümbül: elle pourrait servir d'exemple à certains hommes d'affaires turcs, devait-il déclarer.

Alors que cette affaire faisait même l'objet d'un débat à l'Assemblée nationale, les journaux publiaient le 14 mai des précisions concernant la feuille d'impôt pour 1985. Selon le communiqué officiel de l'administration fiscale, le montant des impôts sur le revenu

à charge de Sümbül a été porté à 104,1 millions LT, dépassant celui d'une autre tenancière de maisons closes, Matild Manukyan (98,8 millions LT).

Comme il a été dit dans le numéro de mars 1984 du Bulletin INFO-TURK, par suite de l'appauvrissement accéléré des couches populaires, le nombre des victimes de la prostitution s'est accru 100 pc au cours des dix dernières années. Selon les résultats d'une vaste enquête, 238.000 femmes auraient été acculées à adopter la prostitution comme mode de vie, dont 1.724 dans des bordels autorisés par l'Etat. Environ 25.000 se livreraient à la prostitution dans des bordels illégaux, les autres exerçant la "profession de "call girls".

LES TURCS LES PLUS RICHES

L'hebdomadaire *Nokta* a récemment publié une enquête qui passe en revue les familles les plus riches de Turquie. Parmi les cent familles les plus riches du pays, dix possèdent une fortune supérieure à 200 milliards LT (400 millions \$): Koç, Sabancı, Karamehmet, Yasar, Eczacıbaşı, Dinçkök, Yazıcı, Haznedaroğlu, Koçak, et Ercan.

A ce palmarès des familles les plus riches il convient, si l'on se réfère à la liste des contribuables de 1985, d'ajouter quelques individus qui, depuis peu, valent leur pesant d'or:

Mehmet Ali Yılmaz (814,6 millions LT), Yüksel Titanoğlu (758,6 millions LT), Sarık Tara (600,2 millions LT).

Quant à l'impôt sur les sociétés, Akbank (une

banque privée appartenant à la famille Sabancı) arrive en tête avec 5 milliards 511 millions LT, suivie des Turkish Airlines (5 Milliards 68 millions LT), IBM (3 milliards 860 millions LT), Shell (3 milliards 496 millions LT), la Banque turque pour le Commerce extérieur (2 milliards 909 millions LT) et la Citibank (2 milliards 822 million LT).

Une autre catégorie de contribuables fortunés est celle des vedettes du show business: la palme revient ici à la chanteuse Emel Sayın avec 20,7 millions LT, suivie de l'acteur de cinéma Kemal Sunal avec 13 millions LT.

Comme le soulignait le quotidien *Hürriyet* du 26 mai, même si l'on considère les déclarations fiscales conformes à la réalité, il reste qu'un écart absolument énorme sépare les revenus net des hommes d'affaires de ceux des salariés.

Après déduction des impôts, les revenus annuels net de cinq hommes d'affaires de premier plan ont été calculés comme suit:

Mehmet Ali Yılmaz 543,4 millions LT, Yüksel Tıtaoğlu 506 millions LT, Sarık Tara 400,4 millions LT, Ali Osman Sönmez 354,6 millions LT et Ali Rıza Carmıklı 310 millions LT.

Par contre, s'agissant des salariés, le salaire minimum net annuel atteint seulement 199.000 LT. Quant aux travailleurs qualifiés, ce montant peut atteindre 471.000 LT. Ainsi, le revenu annuel d'un travailleur touchant le salaire minimum est 2.721 fois inférieur à celui qui déclare le plus gros revenu imposable.

En outre, selon les statistiques de l'OCDE, la Turquie détient le record en ce qui concerne les prélèvements sur les salaires brut. En effet, l'impôt sur le revenu, les cotisations de sécurité sociale et les taxes indirectes atteignent un total de 32,4 pc du salaire brut. Ce pourcentage est nettement supérieur à ceux enregistrés dans d'autres pays membres de l'OCDE: Luxembourg 5,9, France 7,1, Autriche 7,8, Japon 9, Belgique 10,8, Suisse 11,7 Grande-Bretagne 18,2 Italie 19,9.

PROFITS FABULEUX DES BANQUES

Les profits énormes réalisés par les banques turques en 1984, ainsi que par les banques étrangères opérant en Turquie, sont essentiellement dus aux taux d'intérêts élevés et aux changements intervenus dans les règlements relatifs au change.

Toutes les banques turques ont dépassé les objectifs qu'elles s'étaient fixés, battant ainsi leurs anciens records. Même celles qui avaient subi des pertes auparavant, ont vu leur situation se redresser grâce aux profits considérables qu'elles ont enregistrés. Selon les données fournies par les banques elles-mêmes, les bénéfices des banques turques ont augmenté en moyenne d'environ 173 pc, de 125 pc pour Is Bank à 198 pc pour Akbank.

BANQUES	Profits en 83 (millions LT)	Profits en 84 (millions LT)
Is Bankası	10.300	23.500
Akbank	8.000	23.200
Halk Bankası	2.000	10.000
Dısbank	2.500	7.500
Türkbank	2.000	5.500
Uluslararası Bank	3.100	5.200
Sekerbank	1.700	2.300
Yapı ve Kredi	80	1.200
Garanti Bankası		702
Panukbank	344	520
Iktisat Bankası		491

(Source: *The Turkish Daily News*, 8, avril 1985)

PROFITS DES BANQUES ETRANGERS

Selon le quotidien *Hürriyet* du 13 mai dernier, les banques étrangères opérant en Turquie ont, elles aussi, engrangé des profits colossaux au cours de 1984. Selon ce journal, treize banques étrangères ont obtenu l'autorisation d'ouvrir des agences en Turquie. Le tableau ci-dessous présente un aperçu du capital et des profits réalisés en 1984:

BANQUES	CAPITAL (Millions LT)	PROFITS (Millions LT)
American Express	5.149	4.066
Arab-Turkish Bank	240	2.004
Citybank	3.787	3.480
Banco di Roma	3.304	1.395
Habib Bank	2.382	1.256
The Chase Manhattan	1.965	23
First National	2.219	108
Hollantse Bank	2.100	13
Bank Mellat	2.103	4
Manufacturer Hannover	2.394	81
Trust Company	499	426

BANQUES ISLAMQUES EN TURQUIE

La Turquie, dont les liens commerciaux avec les pays islamiques ont plus que décuplé ces dernières années vient de se mettre à la page en autorisant l'installation dans le pays de deux établissements financiers islamiques turco-arabes, Al-Baraka et Faisal Finance dont les actionnaires principaux sont les Saoudiens.

"Différentes voies, différentes formes", annonce la campagne publicitaire lancée par Faisal Finance, filiale turque de la célèbre Dar-al-Maal Al-Islam, créée en 1981 et dont le siège social est situé à Genève. Faisal Finance ne promet pas d'intérêts à ses futurs déposants, d'ailleurs interdits par l'Islam, mais "une association aux profits ou aux pertes".

Le jour de l'ouverture de la succursale d'Istanbul, les déposants barbus (comme il se doit), et coiffés de bérets ont été nombreux à se précipiter vers les guichets; les jeunes secrétaires, elles, la tête couverte, en conformité avec la loi islamique, répondaient poliment aux coups de téléphone de curieux souhaitant obtenir des rendez-vous avec les responsables de l'établissement.

Cet événement exceptionnel dans le monde des affaires turc a été commenté comme suit dans le *Journal de Genève* des 13-14 avril (correspondance d'Artun Unsal):

"Musulmane à 98 pc, la Turquie s'affiche comme un état laïc et certains milieux kémalistes (du nom du fondateur de la République) se disent alarmés par le développement spectaculaire de ressources provenant de régimes islamiques: des dignitaires arabes surgissent à présent à Istanbul, le portefeuille bien garni pour acquérir ou faire bâtir des demeures aux bords du Bosphore.

"La présence, parmi les Turcs, de financiers arabes autrefois actifs au sein du Parti conservateur pro-islamique, n'est donc pas passée inaperçue. Mais la formule de participation aux bénéfices paraît avoir d'ores et déjà fait ses preuves en Turquie. Le Gouvernement de M. Ozal avait réussi récemment à attirer lui aussi une masse très importante "d'épargnants non musulmans" à la suite de la fameuse "vente" de gros ouvrages publics, comme le pont sur le Bosphore ou le barrage de Keban. En principe, les détenteurs de parts ne toucheront pas d'intérêts en fin d'année, mais seulement leurs "parts" dans les bénéfices réalisés.

"Pour Faisal Finance ou Al-Baraka, l'essentiel c'est de pouvoir mobiliser et canaliser les capitaux

pieux. Pour le Gouvernement c'est une affaire susceptible d'attirer les capitaux étrangers surtout en provenance des pays arabes, et l'on ajoute que la Turquie n'est pas pratiquante et qu'il n'y aura pas entorse aux mythes sacro-saints de la laïcité. Pour le bon musulman ce sera une source de revenus additionnels. Et, tout compte fait, tout le monde y trouve... son intérêt."

ENTREPRENEURS TURCS A L'ETRANGER'

L'un des indicateurs du développement des relations économiques entre la Turquie et les pays arabes est le volume croissant des contrats décrochés par les entrepreneurs turcs opérant aux pays islamiques.

Selon une enquête du *Financial Times*, les firmes turques dépassent les sociétés italiennes, ouest-allemandes, françaises et sud-coréennes avec un total de 14 milliards \$.

Selon les chiffres de 1982, les contrats décrochés par les entrepreneurs turcs atteignaient un total de 10,3 milliards \$ en Libye, 3,4 milliards \$ en Arabie Saoudite, 1,2 milliard \$ en Irak, 48 millions \$ en Jordanie, 34 millions \$ dans les Emirats Arabes Unis, 25 millions \$ au Koweït et 19 millions \$ au Sénégal.

Cependant, en 1983 et 1984, les firmes turques ont vu leur carnet de commandes diminuer à cause des difficultés financières de la Libye.

"GUERILLA EN TURQUIE DE L'EST"

Bien que les dirigeants de la Turquie aient tenté de minimiser la résistance armée des militants kurdes dans le sud-est du pays, les accrochages avec les forces de sécurité qui avaient débuté le 15 août 1984 ont déjà fait, d'après les chiffres officiels, plus de 150 victimes.

Qui plus est, suite à une visite dans la région où se déroulent les opérations de ratissage, le Ministre de l'Intérieur Yıldırım Akbulut, évoquant la résistance des militants Kurdes, a déclaré le 23 mai: "C'est une guerre... Il s'agit de guérilla... Toutes les mesures imaginables ont déjà été prises contre eux. Des unités entraînées spécialement se trouvent sur place. Les unités de gendarmerie et les forces de police y sont elles aussi. Mais il s'agit de guérilla... Ils frappent et disparaissent. Il est très difficile d'estimer quand et d'où ils viennent."

Cette déclaration du principal responsable de la sécurité intérieure du pays a suscité de vives réactions dans les milieux qui ont l'habitude de minimiser la résistance. Dans son éditorial, le quotidien *Günes* du 24 mai, 1985 écrivait: "Cette déclaration, outre le fait qu'elle est regrettable, ne correspond pas à la réalité. Les bandits qui veulent imiter la guérilla rurale se voient ainsi accorder un statut exagéré... Le fait d'affirmer qu'il s'agit d'une guérilla signifie que l'on reconnaît l'existence d'une situation de guerre civile en Turquie. Quand cette affirmation émane d'une personne exerçant de hautes responsabilités telle que le Ministre de l'Intérieur, les conséquences sont encore plus graves... Même si c'était vrai, c'est une chose à ne jamais dire..."

A l'Assemblée nationale, un porte-parole du Parti de la Démocratie nationaliste (MDP) a abordé la question d'un autre point de vue: "Si un ministre de l'Etat turc qualifie les incidents de guerre de guérilla, notre Etat sera obligé d'agir conformément aux conventions internationales et de traiter les personnes capturées comme des prisonniers de guerre."

Le nombre total de ceux qui ont été tués à la suite des conflits armés qui se sont succédés depuis le 15 août 1984, varie selon les journaux turcs:

CUMHURİYET (du 3 mai): 2 officiers, 7 sous-officiers, 19 soldats, 13 civils et 12 militants kurdes.

HURRIYET (du 14 mai): Le nombre des "séparatistes" kurdes se trouvant dans la région est estimé à 1.800 dont 56 ont déjà été abattus et 569 appréhendés. Quant au nombre de ceux qui ont été abattus par les maquisards: 5 officiers, 17 sous-officiers, 30 soldats et 2 policiers.

CUMHURİYET (du 27 mai): Le nombre des "séparatistes" capturés s'élève à 707 dont 115 sont accusés d'avoir participé à des opérations armées, 130 d'avoir été armés par eux et 360 de les avoir hébergés. Quant au nombre des victimes: 4 officiers, 6 sous-officiers, 25 soldats, 2 policiers, 44 civils et 62 militants.

En plus des listes de victimes et de personnes capturées publiées mensuellement dans les Bulletins précédents, nous donnons ci-dessous les chiffres du mai:

4.5, à Mutki dans la province de Bitlis, 2 sous-officiers, 2 sergents et un soldat sont abattus par des militants kurdes, dont trois sont tués au cours de l'affrontement et deux capturés blessés. Le même jour, à Erüh dans la province de Siirt, 17 activistes présumés sont capturés par les forces de sécurité.

5.5, à Siirt, deux militants kurdes sont abattus et un autre s'enfuit blessé.

15.5, à Tunceli, les forces de sécurité abattent deux militants kurdes et en blessent un autre.

11.5, à Erüh, un lieutenant de l'Armée et deux soldats sont abattus par des militants kurdes dont quatre périssent au cours de l'affrontement.

19.5, à Silopi dans la province de Mardin, un militant kurde est abattu, un autre blessé, tandis qu'un troisième réussit à s'enfuir.

20.5, dans la même région, un soldat est abattu par les militants kurdes.

22.5, à Tunceli, 20 militants kurdes sont capturés par les forces de sécurité.

23.5, dans la province de Sanliurfa, 5 militants kurdes sont grièvement blessés au cours d'un affrontement avec les forces de sécurité. Un policier et un civil périssent eux aussi sous le feu des résistants.

31.5, à Idil dans la province de Mardin, un militant kurde est abattu par les forces de sécurité.

Quant au sort des militants capturés ou de ceux qui sont accusés d'être leurs complices, ils sont jugés devant les tribunaux militaires. La majorité des inculpés risquent la peine capitale.

Le premier procès de masse contre la résistance armée kurde avait déjà débuté le 25 décembre 1984 à Diyarbakır, avec 84 inculpés qui risquent tous la peine capitale. Ce procès a été suivi d'un autre contre 19 personnes dont 8 sont passibles de la peine de mort.

Récemment:

15.5, à Diyarbakır, 16 nouveaux inculpés sont traduits devant le tribunal militaire. 14 risquent la peine capitale.

19.5, à Diyarbakır, ouverture d'un nouveau procès contre 12 militants dont 3 risquent la peine capitale.

La plupart des prévenus sont des membres présumés du Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK).

En effet, depuis le coup d'Etat, des centaines de membres réels ou présumés du PKK ont été jugés devant différents tribunaux militaires et 121 d'entre eux ont déjà été condamnés à mort.

D'après la presse turque, le secrétaire général du PKK, Abdullah Ocalan se trouve à l'étranger, probablement en Syrie. Fin mai 1985, le gouvernement turc a demandé au gouvernement syrien de l'extrader.

D'autre part, un avocat kurde, Hüseyin Yıldırım qui s'est réfugié en Europe, a été arrêté par la police le 21 mai dernier en Suède. En 1982, il avait été incar-

./..

céré à Diyarbakır (Turquie) et y avait subi des tortures pour avoir assumé la défense des militants kurdes. Après 10 mois de détention, il s'était enfui de Turquie et avait obtenu l'asile politique en Suède.

Ayant été victime et témoin de la pratique de la torture en Turquie, il avait été invité par le Parlement européen, le Conseil de l'Europe, La Commission européenne des Droits de l'Homme et plusieurs organisations humanitaires à témoigner.

L'arrestation de Yıldırım en Suède a suscité de vives réactions dans les milieux démocratiques européens.

AUTRES ARRESTATION EN MAI

10.5, à Ankara, arrestation de 7 militants-gauche.

18.5, à Istanbul, arrestation de 4 militants.

22.5, à Ankara, arrestation de 18 militants-gauche.

25.5, les forces de sécurité arrêtent 28 militants de gauche à Istanbul, 14 à Mus et 11 à Ankara.

28.5, vingt militants en tout sont arrêtés à Izmir, Aydın, Ankara, Siirt et Bitlis.

621 TRAVAILLEURS CONDAMNÉS

L'un des plus grands procès de masse s'est terminé le 17 mai à Amasya. Bilan: une peine de mort, 12 à la perpétuité et 608 peines allant jusque 20 ans de prison.

Le procès de 901 travailleurs des mines de lignite de Yeni Celtek s'est ouvert il y a trois ans devant le tribunal militaire d'Amasya. Tous les prévenus sont membres du Syndicat des Mineurs (Yeraltı Maden-İs), affilié à la DISK.

Avant le coup d'Etat de 1980, ces mineurs avaient fait grève à quelques reprises et l'employeur y avait répondu par le lock-out. Là-dessus, les mineurs avaient recouru à l'auto-gestion des mines.

Suite à l'intervention militaire, tous les grévistes et leurs dirigeants syndicaux ont été arrêtés et on subi des tortures.

Parmi ceux qui ont été condamnés à une peine de 20 ans de prison figure également une femme âgée de 65 ans qui est accusée d'avoir participé à l'action ouvrière. Le président du syndicat, Cetin Uygur est jugé en même temps dans le procès principal de la DISK à Istanbul et risque la peine capitale.

AUTRES CONDAMNATIONS

11.5, à Diyarbakır, 22 membres présumés de deux organisations kurdes, Rızgari et Alarızgari, sont condamnés à des peines allant jusqu'à 12 ans de prison.

22.5, à Erzincan, un procès de masse de militants kurdes se solde par deux condamnations à mort, une peine de prison à la perpétuité et 67 peines allant jusqu'à 13 ans de prison.

CONDAMNATION DE TIP APPROUVEE

La Cour militaire de Cassation a approuvé le 29 mai, la condamnation de 72 dirigeants du Parti Ouvrier de Turquie (TIP), alors qu'elle cassait les jugements prononcés contre 31 autres condamnés.

Le TIP était un des partis socialistes légaux avant le coup d'Etat militaire et, comme les autres partis politiques, avait été interdit par les militaires.

Bien que les membres détenus du Comité central du TIP aient rejeté catégoriquement l'accusation du procureur selon laquelle le parti aurait adopté une ligne marxiste-léniniste, le tribunal militaire d'Istanbul a condamné les prévenus en vertu de l'article 141 du Code pénal turc.

NOUVEAUX PROCES DE MASSE

4.5, à Istanbul, 113 militants présumés de la Gauche révolutionnaire (Dev-Sol) ont été traduits devant un tribunal militaire. 15 d'entre eux risquent la peine capitale.

15.5, à Ankara, le procès de 27 personnes, membres présumés du Parti Ouvrier du Kurdistan (KIP) et du Parti Ouvrier d'Avant-garde du Kurdistan (PPKK) s'est ouvert devant un tribunal militaire. Tous les prévenus risquent des peines allant jusqu'à 15 ans.

TEMOIGNAGES DE TORTURE

Le 26 mai, au cours du procès du KIP et du PPKK à Ankara, l'un des principaux prévenus, Behçet Cantürk, a déclaré que sa déposition avait été arrachée sous la torture dans un centre de police. Un autre prévenu, Korkmaz Cöldagı a déclaré: "Nous avons été torturés au centre de police. Les dépositions ont été rédigées par les tortionnaires et nous avons été forcés de les signer. Par après, ils nous ont menacés en disant que si nous réfutions nos dépositions, nous subirions un traitement encore pire."

D'autre part, le 20 mai, le président du Parti populiste (HP), Necdet Calp a déclaré, au cours d'une conférence de presse: "En Turquie la pratique de la torture existe ainsi que les prisonniers politiques. Vu l'extension de la pratique de la torture, nous avons demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit mis fin à la torture et pour que des poursuites judiciaires soient engagées à l'encontre des responsables."

MORT D'UN MAIRE EN PRISON

Le principal accusé au procès de masse de Fatsa, Fikri Sönmez, a été retrouvé mort dans sa cellule dans la prison militaire d'Amasya. Il était jugé avec 734 autres prévenus qui sont tous accusés d'avoir tenté de renverser l'ordre constitutionnel. Il risquait la peine capitale.

Bien que les autorités pénitenciaires affirment qu'il serait décédé à la suite d'une crise cardiaque, ses camarades disent que sa mort est due aux conditions inhumaines de détention auxquelles il était soumis depuis son arrestation.

Ancien tailleur, Fikri Sönmez a été élu maire de Fatsa, une ville de 15.000 habitants au bord de la Mer Noire (dans la province d'Ordu), en 1979. Il a lancé une expérience tout à fait originale dans l'administration municipale: en mettant sur pied des comités de quartier, il a réalisé une sorte d'auto-gestion dans la ville.

Le succès avec lequel il avait résolu, au cours d'une période très courte, les problèmes de transport, d'hygiène et de logement lui avait valu la confiance de tous les habitants de la ville. D'ailleurs, il était soutenu par les organisations locales de tous les partis politiques, tant de droite que de gauche (excepté bien entendu le parti néo-fasciste MHP).

Dans un contexte national présentant des similitudes avec beaucoup de pays en voie de développement, sa performance a suscité un vif intérêt dans les autres régions du pays et a constitué un exemple à suivre. C'est pourquoi, les militaires ne lui ont jamais pardonné. D'ailleurs déjà avant le coup d'Etat militaire, l'Armée avait occupé la ville de Fatsa dans le cadre de "l'Opération Point", arrêtant Fikri Sönmez et ses collègues engagés dans cette expérience d'auto-gestion.

Le corps de Fikri Sönmez, mort à l'âge de 47 ans, a été emmené dans son village natal, Kabakdagı. De modestes funérailles ont eu lieu en dépit des efforts des milieux de droite d'empêcher cette brève cérémonie.

PRESSION SUR LES INTELLECTUELS

- Le célèbre acteur turc Genco Erkal et son collègue Avni Yalçın ont été arrêtés le 10 mai à Bursa pour avoir porté un poignard lors d'une représentation théâtrale. Ils ont été mis en liberté quelques jours plus tard.

- Une femme prédicateur, Emine Senliklioglu, a été condamnée le 5 mai, à une peine de 7 ans et 6 mois de prison pour avoir fait la propagande anti-laïque dans un livre qu'elle avait rédigé. Elle a immédiatement été incarcérée.

- Le 21 mai, le procureur militaire a engagé des poursuites judiciaires à l'encontre de Oktay Akbal, chroniqueur au quotidien *Cumhuriyet*, pour avoir excité les sentiments de la population dans un récent article.

- Le 31 mai, deux responsables de la revue Maya, Unal Yaltirik et Mehmet Necmettin Onder ont été traduits devant un tribunal militaire pour avoir publié un témoignage de torture émanant d'un ancien ministre du gouvernement actuel. Tous les deux risquent des peines allant jusqu'à 8 ans de prison.

UN PROFESSEUR LICENCIÉ

La répression contre les professeurs d'université qui ne se soumettent pas entièrement à la politique d'enseignement du régime se poursuit malgré les vives réactions des milieux démocratiques. Récemment, le 20 mai, le professeur Ahmet Kılıçoglu a été licencié de son poste à La Faculté de Droit de l'Université d'Ankara. La presse signale que quelque mille membres du corps universitaire risquent le même sort en juillet, date à laquelle leur contrats viennent à expiration.

34 PERSONNES PRIVEES DE LA NATIONALITE TURQUE

La pratique consistant à priver de la nationalité turque les opposants au régime se trouvant à l'étranger, est maintenue, y compris sous le gouvernement civil d'Ozal. D'après le *Cumhuriyet* du 25 mai 1985, le Conseil ministériel a récemment décidé de priver 34 citoyens turcs de la nationalité turque.

Parmi eux figurent les écrivains kurdes Mehmet Emin Bozarslan et Hüseyin Erdem, le chanteur populaire Fuat Saka, l'avocat kurde Hüseyin Yıldırım et un permanent du syndicat allemand DGB, Sahabettin Buz. La décision concernant Hüseyin Erdem a suscité de vives réactions au sein du Syndicat des Enseignants allemands (GEW) qui a lancé une campagne de protestation qui a obtenu le soutien de personnalités allemandes telles que Heinrich Böll, Willy Brandt, Günther Grass et Ludwig Fellermeier.

DROIT DE VOTE DES IMMIGRES

350 mille immigrés vont pouvoir se rendre aux urnes, lors des prochaines élections municipales aux Pays-Bas. Les députés néerlandais ont adopté à une écrasante majorité (143 sur 150) la loi octroyant le droit de vote aux immigrés résident depuis cinq ans dans ce pays. Les sept "non" proviennent de petites formations d'extrême-droite.

En France, le président de la République s'est déclaré favorable à une initiative de ce type lors d'un discours au congrès de la Ligue des droits de l'Homme.

L'EPARGNE DES IMMIGRES TURCS

D'après une étude publiée dans le quotidien *Cumhuriyet* du 3 février 1985, les revenus globaux de 524 mille travailleurs immigrés turcs en Allemagne fédérale sont estimés à 16-18 milliard DM. Sur ce total, les immigrés turcs ont épargné en 1984 quelque 4 milliards DM qu'ils ont déposés dans les banques allemandes. Le taux d'épargne annuel des travailleurs immigrés turcs a baissé de 45 à 23 pourcent sur une période de six ans. Le taux d'épargne annuel des Allemands était estimé à 14,6 pourcent en 1984.

Selon la même étude, quelque 24.000 ressortissants turcs sont devenus hommes d'affaires grâce à leurs épargnes. En 1984, les entreprises turques en RFA employaient quelque 60.000 travailleurs.

Certains travailleurs immigrés turcs ont placé leurs économies dans 322 sociétés commerciales opérant en Turquie. Mais la plupart de ces sociétés qui ont été constituées avec la participation de 155.000 travailleurs immigrés turcs, ont enregistré des résultats médiocres et risquent d'être déclarées en faillite.

ACTES ANTI-IMMIGRES

6.5, à Krefeld (RFA), une famille turque a été agressée par deux Allemands qu'elle avait pris en auto-stop sur l'autoroute. Le chef de famille, Avni Söğüt, a été grièvement blessé par les agresseurs.

8.5, à Berlin, une femme turque âgée de 33 ans, Cevale Manda, a été agressée et blessée par cinq jeunes Allemands alors qu'elle se rendait à son lieu de travail.

11.5, à Bruxelles, un taximan turc, âgé de 46 ans, Hikmet Kaplan a été tué par balle dans sa voiture.

12.5, à Erlenbach (RFA), un ressortissant turc, âgé de 42 ans, Altan Alev, a été retrouvé mort. La police a constaté qu'il avait été frappé à la tête avec un objet lourd.

22.5, à Rotterdam, un ressortissant turc, âgé de 36 ans, S. Tas, a été tué par balle par des inconnus.

24.5, à Strasbourg, une jeune fille turque, âgée de 14 ans, a été retrouvée morte dans une forêt. D'après la police, elle aurait d'abord été violée par ses agresseurs.

SUICIDES DES IMMIGRES

Un suicide collectif de quatre jeunes, dont un Turc, a suscité un vif émoi à Aachen en Allemagne.

Le jeune turc âgé de 19 ans, Y. Hürkan et ses trois amis de même âge ont été retrouvés asphyxiés au gaz dans un garage.

D'après les déclarations de ses copains publiées dans les journaux du 20 mai, le jeune Turc, après avoir terminé ses études, avait travaillé d'abord dans un zoo et se trouvait depuis longtemps au chômage. Avant l'incident il se serait plaint de sa situation.

En Belgique, le 5 mai, une jeune fille turque âgée de 15 ans, Meliha Süreer, a été retrouvée suicidée par pendaison dans son appartement à Berchem.

Le 22 mai, à Hannover (RFA), un ressortissant turc, Osman Esmer s'est suicidé en se jettant par la fenêtre du 3ème étage d'un hôpital.

Le 23 mai, à Zaandam (Hollande), une jeune fille turque âgée de 18 ans, Zubiye Durak, est décédée après être tombée du 13ème étage d'un building. Ses parents estiment qu'elle s'est suicidée suite à une dépression nerveuse.